

CANDIDATURE AU PATRIMOINE MONDIAL - EVALUATION TECHNIQUE DE L'UICN

**TRINATIONAL DE SANGHA
(CAMEROUN, REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, CONGO)
ID N° 1380**

1. DOCUMENTATION

i) Date de réception de la proposition par l'UICN :

ii) Informations complémentaires officiellement demandées puis fournies par l'Etat partie :

iii) Fiches techniques PNUE WCMC :

iv) Littérature consultée :

Cassidy R., Watkins B. & Cassidy T. (2010) **First record of Rey-necked Picathartes *Picathartes oreas* for Central African Republic**. Bull. ABC, 17 (2) : 216-217 ; Endamana D., Klintuni Boedihartono A., Bokoto B., Defo L., Eyebe A., Ndikumagenge C., Nzooh Z., Ruiz-Perez M & Sayer J.A. (2010) **A framework for assessing conservation and development in a Congo Basin Forest Landscape**. Trop. Conserv. Sci., 3 (3) : 262-281 ; Sandker M., Campbell B.M., Nzooh Z., Sunderland T., Amougou V., Defo L. & Sayer J.A. (2009) **Exploring the effectiveness of integrated conservation and development interventions in a Central African forest landscape**. Biodivers. Conserv. ; Unesco (2010) **Le patrimoine mondial dans le bassin du Congo**. Unesco, Paris : 63 p. ; WHC (2010) **Convention du Patrimoine Mondial – Listes indicatives**.
<http://whc.unesco.org/fr/listesindicatives>.

v) Consultations :

vi) Visite du bien proposé : 01 au 14 novembre 2010

Evaluateurs : Gérard Collin et Charles Doumenge pour le compte de l'UICN

vii) Date à laquelle l'UICN a approuvé le rapport :

Remerciements

La mission tient à exprimer ses remerciements les plus sincères à l'ensemble des institutions du Cameroun, de Centrafrique et du Congo pour l'accueil qui lui a été réservé. Le climat amical qui a présidé aux visites et aux réunions a permis, en toute sécurité, de parcourir le territoire du TNS et d'analyser la candidature tri-nationale comme Bien du patrimoine mondial.

L'encadrement qui a accompagné la mission tout au long de ses visites de terrains a permis, par la diversité de ses connaissances et l'étendue de ses compétences, de répondre au plus large éventail de questions. Les rencontres avec les villageois riverains des parcs, les notables traditionnels et des responsables administratifs ont montré combien les populations étaient soucieuses de leur avenir, un avenir dans lequel les parcs ont un grand rôle à jouer. Certains représentants de sociétés forestières ont bien voulu accorder de leur temps et discuter de leurs engagements et des collaborations en cours pour une gestion durable de la périphérie du TNS.

La mission souhaite remercier tout particulièrement les personnels des trois parcs nationaux et les membres des équipes d'appui technique et scientifiques (WCS, WWF) pour les efforts déployés dans l'organisation logistique quotidienne et les explications fournies.

2. RESUME DES CARACTERISTIQUES NATURELLES

Le Trinational de la Sangha (TNS) est situé aux confins du Cameroun, du Congo et de la République Centrafricaine, sur les marges nord-ouest de la cuvette congolaise. Il renferme trois aires protégées de catégorie II de l'UICN : le parc national de Lobéké (Cameroun), le parc national de Nouabalé-Ndoki (Congo) et le parc national de Dzanga-Ndoki (République Centrafricaine) ; ce dernier étant constitué de deux secteurs individualisés. Les trois parcs nationaux sont contigus, couvrant ensemble 754 300 ha.

Les valeurs naturelles du TNS incluent des écosystèmes en grande majorité intouchés, des habitats uniques ainsi que la présence d'espèces rares ou en danger de disparition. La taille du Bien proposé, sa situation biogéographique, à la charnière des domaines floristiques congolais et guinéen – dans l'intervalle de la Sangha –, ainsi que des pressions humaines relativement faibles, ont permis le développement d'une biodiversité riche et en bonne santé. Le TNS renferme de vastes superficies de forêts denses humides africaines écologiquement et fonctionnellement intactes, n'ayant jamais été exploitées ni vidées de leur faune par un braconnage intensif. Ces forêts n'ont subi que de faibles influences humaines par le passé, car habitées essentiellement par des populations de pêcheurs et de semi-nomades dont l'empreinte écologique est restée limitée. Trente pour cent seulement du TNS a été exploité sélectivement pour le bois d'œuvre au cours du siècle dernier mais les processus en cours de régénération forestière concourent finalement à la diversité totale du site.

La rivière Sangha constitue l'épine dorsale du réseau hydrographique ; elle traverse le TNS en son centre, du nord au sud. Elle héberge encore le crocodile du Nil ainsi que le poisson tigre goliath, un grand carnivore – le plus gros et le plus spectaculaire Characidae africain – qui attestent du bon état de santé des écosystèmes aquatiques.

Le Bien proposé renferme un réseau exceptionnellement diversifié de clairières sur sol hydromorphe : 138 clairières sont actuellement connues du TNS mais d'autres restent encore à découvrir. La variation de taille des clairières, la variabilité des conditions hydro-pédologiques ainsi que les mécanismes de dispersion des graines à l'œuvre ont conduit à une variété de types d'habitats et d'assemblages d'espèces. Ces clairières présentent non seulement des différences dans la végétation herbeuse qui occupe leur centre ou dans la végétation arborée des lisières, mais elles sont aussi fréquentées par des communautés animales différentes. Isolées dans une matrice forestières, ces clairières sont particulièrement attractives pour les populations de grands mammifères, dont les éléphants de forêt, les gorilles, diverses antilopes (bongo, sitatunga...), des suidés (potamochère, hylochère). Certaines clairières sont associées à des cours d'eau (*bais* en langue BaAka) alors que d'autres occupent de petites cuvettes (*yangas*). La plupart ont un rôle important dans l'apport en sels minéraux et d'argile dans le régime alimentaire des populations animales qui les fréquentent. La présence de ces clairières et les facilités de vision de la faune qu'elles offrent constituent des éléments particulièrement importants, tant du point de vue de la recherche scientifique que de la conservation ou de l'écotourisme. Le réseau hydrographique secondaire inclue aussi de petits lacs très attractifs pour les éléphants.

Hormis ces clairières et lacs, le TNS renferme une grande diversité de zones humides (forêts marécageuses, forêts périodiquement inondées, raphiales). L'essentiel du Bien proposé est toutefois couvert par des forêts de terre ferme incluant des proportions variables d'espèces décidues ainsi que par des forêts sempervirentes anciennes dominées par le limbali, une Leguminosae-Caesalpinioideae.

La biodiversité du TNS est représentative des écosystèmes de forêts denses humides tropicales. Elle est en outre enrichie par un pool d'espèces herbacées ne vivant que dans les clairières marécageuses. Les inventaires réalisés dans le TNS ont permis d'identifier des espèces ou sous-espèces endémiques au corridor de la Sangha et en particulier au Bien proposé. C'est le cas, d'un oiseau, le Rouge gorge forestier de la Sangha. Le TNS protège un grand nombre d'arbres exploités pour leur bois qui sont en danger critique ou en danger d'extinction (mukulungu, ébène...) ou vulnérables (comme de nombreuses Meliaceae).

Les populations d'éléphant de forêt (l'une des huit espèces quasi-menacées protégées dans le TNS) sont importantes et en bonne santé, comme en atteste la forte présence de mâles porteurs de grandes défenses ainsi qu'un sex-ratio équilibré (1 : 1). Le TNS est aussi d'une grande importance pour les gorilles de plaine et les chimpanzés, deux espèces respectivement en danger critique et en danger d'extinction : les densités de ces anthropoïdes sont parmi les plus élevées connues à ce jour et certaines populations n'ont jamais connu l'homme. Certaines espèces ne sont présentes que sur une rive de la Sangha (petits primates arboricoles) ; d'autres sont présentes sur les deux rives mais les populations y manifestent des comportements différents (gorille). Cela souligne l'intérêt de protéger le TNS dans son ensemble ainsi que toute sa diversité, tant génétique que « culturelle ».

Parmi les oiseaux inventoriés, le TNS héberge plusieurs espèces quasi-menacées, dont deux d'entre elles ont une aire de répartition limitée et/ou sont inféodée à des habitats particuliers : le gobemouche soyeux à tête grise et la bouscarle du Dja. Le picatharte du Cameroun, une autre espèce d'un intérêt particulier pour la conservation et le tourisme, vient aussi d'y être découvert.

La mission considère que le TNS présente toutes les caractéristiques d'un site hébergeant une biodiversité riche et en excellente santé, qui peut rivaliser avec de nombreux sites du patrimoine mondial.

La mission relève que la description du site, telle que fournie dans le dossier de candidature, constitue une bonne base d'appréciation mais qu'elle devrait être complétée et précisée au vu de nouvelles connaissances acquises (pêche, présence du picatharte...). La mission recommande aussi que les Etats parties complètent l'argumentation sur l'intérêt mondial de certaines des caractéristiques naturelles du TNS (voir recommandation au chapitre 6).

3. COMPARAISON AVEC D'AUTRES SITES

Le dossier de candidature présente une analyse comparative exhaustive du TNS avec les sites du patrimoine mondial comparables, ainsi qu'avec ceux des listes indicatives des Etats parties ayant présenté le dossier. Le Bien proposé renferme une importante superficie d'écosystèmes forestiers et une grande variété de clairières marécageuses, tous en excellent état de conservation, hébergeant des populations animales intactes.

D'autres sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial présentent des superficies de forêts denses humides tropicales plus importantes que le TNS (PN de la Salonga, RF à Okapis et PN des Virunga, tous en République Démocratique du Congo-RDC) mais ils ont tous subi de fortes pressions humaines et sont maintenant sur la liste des sites du patrimoine mondial en péril. Le PN de la Salonga, le second parc national de forêts denses humides tropicales au monde (3 334 600 ha), n'a jamais été exploité pour son bois mais a subi un important braconnage à l'arme de guerre et les populations animales y ont été fortement réduites. Il en est de même pour le PN des Virunga (790 000 ha), qui a subi de fortes pressions de chasse et de déboisement pour la production de charbons de bois. La RF à Okapis (1 372 600 ha) a subi quant à elle une immigration due à l'exploitation minière et forestière, ayant entraîné en outre un fort braconnage. Les autres sites du domaine des forêts denses guinéocongolaises sont tous plus petits et généralement dans un moins bon état de conservation que le TNS ; tous les autres sites comparables sont situés sur les autres continents tropicaux, hors de la région afro-tropicale.

Un certain nombre de sites sont aussi inscrits sur les listes indicatives des pays du bassin du Congo ; le plus grand est le PN d'Odzala-Koukoua, au Congo (1 354 600 ha) mais, avec l'arrêt du projet ECOFAC, une recrudescence de pression sur la faune est enregistrée par l'administration congolaise (Bokandza Paco, com. pers.). De plus, le PN d'Odzala-Koukoua a subi de plein fouet une épidémie de fièvre hémorragique ébola qui a décimé les populations de singes anthropoïdes du parc. L'écosystème et paysage culturel pygmée du massif de Minkébé, au Gabon, dont la superficie n'est pas précisée sur

le site web du Patrimoine Mondial (WHC, 2010), renferme potentiellement une superficie de forêts denses humides guinéo-congolaises comparable à celle du TNS mais il a aussi souffert d'une épidémie d'ébola qui y a décimé la population de singes anthropoïdes. Le TNS, qui n'a jamais subi de telles pandémies, conserve des populations de singes anthropoïdes en bien meilleur état de conservation que ces autres sites.

En termes de biodiversité, le TNS se situe dans la moyenne des sites du patrimoine mondial et parfois dans le tiers supérieur des sites les plus riches de par le monde ; il est parmi la moyenne des sites africains pour la flore mais parmi les sites les plus importants pour la faune. Concernant la diversité aviaire, par exemple, le Bien proposé figure en troisième position des sites africains les plus riches, après le PN des Virunga (RDC, site en péril) et le PN d'Odzala-Koukoua (Congo, liste indicative).

D'autres sites du patrimoine mondial renferment un plus grand nombre d'écosystèmes que le TNS, ainsi que de plus grandes superficies de certaines formations végétales particulières (comme la RF à Okapis, en RDC, qui inclue de vastes superficies de forêts monodominantes à limbali), mais aucun site actuel ou potentiel (listes indicatives) ne renferme une aussi grande variété de clairières marécageuses, avec une aussi grande fréquentation animale. De telles clairières existent dans la PN de la Salonga (RDC), ou dans le PN d'Odzala-Koukoua (Congo) mais elles sont moins diversifiées et la faune qui les fréquente y a été appauvrie, soit du fait du braconnage, soit du fait de pandémies.

Les mécanismes mis en place par les Etats parties et leurs partenaires pour la protection du TNS et la gestion durable de ses ressources (mise en place de mécanismes de coordination de la surveillance du TNS, long partenariat avec des ONG, création de la Fondation TNS, redistribution de taxes et revenus touristiques...) et de vastes zones périphériques (concessions forestières sous aménagement durable, zones de chasse communautaires, redistribution locale de taxes...), constituent un exemple pour de nombreuses autres aires protégées. Ils sont aussi garants de la pérennité de la biodiversité et des processus évolutifs à l'œuvre dans le TNS sur le long terme.

La mission considère que cet assemblage de biodiversité et la vitalité des écosystèmes, en particulier de la grande faune, souvent la plus soumise aux impacts humains, sont d'une importance mondiale. Toutefois, le dossier de soumission pourrait être complété par un argumentaire mettant mieux en évidence l'originalité de cet assemblage unique de clairières marécageuses en plein domaine des forêts denses humides tropicales ainsi que des procédures de gestion et mécanismes de financement mis en place pour leur sauvegarde.

La mission considère que le Bien proposé est d'une importance mondiale au regard des sites du patrimoine mondial existants ainsi que des sites potentiels (listes indicatives). La mission recommande malgré tout que les Etats parties complètent la comparaison avec les sites de la liste indicative du Gabon ainsi que la comparaison des réseaux de clairières marécageuses relativement à l'ensemble des sites existants ou présents sur les listes indicatives. Une comparaison, entre le TNS et les autres sites, serait utile, concernant les activités de gestion et les procédures de financement mises en place pour la sauvegarde des sites.

4. INTEGRITE, PROTECTION ET GESTION

4.1. Protection

Le Bien proposé se compose de 3 parcs nationaux : PN de Lobéké (Cameroun), PN de Dzanga-Ndoki (Centrafrique) et PN de Nouabalé-Ndoki (Congo).

Le **PN de Lobéké** a été créé par décret en 2001 (décret 2001/107/CAB/PM). Son territoire s'étend sur **217 854 ha**. Le parc s'appuie aussi sur les textes réglementaires suivants: la Loi sur la Forêt de 1994

(94-01) portant régime des forêts, de la faune et de la pêche, sur décret sur la Faune de 1995 (95-466) fixant les modalités d'application du régime de la faune. La chasse, la pêche, la cueillette, l'exploitation minière et forestière y sont interdites. Une zone réservée à la chasse communautaire a été définie dans la partie ouest du parc.

Le **PN de Dzanga-Ndoki** a été créé par une loi en 1990 (loi 90.017). Il est composé de deux parties distinctes: **un secteur nord (Dzanga)** qui s'étend sur 49 500 ha et **un secteur sud (Ndoki)** qui s'étend sur 72 500 ha. Sa superficie totale est de **122 000 ha**. Il est entouré par la **Réserve spéciale de Forêt dense de Dzanga-Sangha** (loi 90.018 de 1990), d'une superficie de **335 900 ha**. Une zone de pré-parc de 2 km de large sépare chaque secteur de la Réserve spéciale.

Le parc s'appuie aussi sur la loi sur les Forêts de 1990 (90.03) portant code forestier centrafricain. La chasse, la pêche, la cueillette, l'exploitation minière et forestière y sont interdites. La Réserve spéciale est à vocation multiples: préservation d'espèces animales (gorille, chimpanzé, éléphant, bongo, chat doré, sitatunga...), conservation des écosystèmes de la région, satisfaction des besoins des populations riveraines en respect de la conservation. Elle est divisée en 5 zones:

- zone de safari-chasse (concessions agréées par l'Etat et soumises à quotas)
- zone de chasse communautaire
- zone d'exploitation forestière
- zone de développement rural
- zone d'élevage pour la viande de gibier

Le **PN de Nouabalé-Ndoki** a été créé par décret en 1993 (décret 93-727). Sa superficie est de **386 592 ha**. Il a été complété en 2002 par un territoire repris sur une UFA (Unité Forestière d'Aménagement) qui constitue aujourd'hui le **Triangle de Goualougo**, d'une superficie de **19 863 ha** (arrêté 2632/MEFPRH/DCDF/DF-SIAF). Le parc s'appuie aussi sur la loi sur les Forêts de 2000 (16-2000) portant code forestier et sur la loi sur la Faune de 2008 (37-2008) concernant la faune et les aires protégées.

Lors de la 1^{ère} Conférence des Ministres en charge des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) de **décembre 2000**, les Ministres du Cameroun, de Centrafrique et du Congo ont signé un accord de coopération pour **l'établissement du Tri-national de la Sangha (TNS)**. Il vise à établir sur le territoire des 3 parcs nationaux une coordination des efforts de conservation, de recherche, de gestion, de développement durable, d'accueil touristique et de lutte anti-braconnage. **La Fondation pour le TNS a été créée en 2007** pour contribuer aux besoins financiers spécifiques de gestion des 3 parcs, tant en termes de protection que de gestion durable des ressources naturelles dans leurs périphéries.

La mission considère que la création du TNS et de la Fondation qui l'accompagne est un excellent outil de protection et de gestion transfrontalier dont les effets sont déjà perceptibles.

Le Bien proposé (Trinational de la Sangha) s'étend donc sur un territoire de **726 446 ha** selon les textes juridiques mais de **754 286 ha** selon les mesures provenant des SIG.

La mission considère que ce territoire bénéficie de moyens juridiques et réglementaires suffisants pour assurer la protection du Bien proposé.

Le Bien proposé est complété par une zone tampon de **335 900 ha** (310 258 ha selon le SIG) qui correspond exclusivement à la Réserve spéciale de Dzanga-Sangha (Centrafrique). Les deux autres pays précisent toutefois que les concessions forestières situées en périphérie de leurs parcs nationaux respectifs sont gérées durablement et possèdent des plans d'aménagement. Elles sont considérées de fait comme des zones tampons mais cela n'est pas clairement spécifié sur la figure 1 en annexe du dossier ni dans le texte qui l'accompagne. Ces zones tampons ne font pas partie de la proposition déposée auprès de l'Unesco.

La mission considère que la zone tampon proposée répond aux objectifs attendus par l'existence d'une telle zone mais que le Bien devrait bénéficier d'une zone tampon concernant l'ensemble TNS. La mission recommande que les Etats parties proposent une zone tampon incluant la Réserve de Dzanga-Sangha en y ajoutant les Unités Forestières d'Aménagement qui existent le long des limites des parcs nationaux de Lobéké et de Nouabalé-Ndoki. Ces UFA sont pour la plupart certifiées ou en cours de certification, ont défini dans leur plan de gestion des séries de conservation et de protection...qui permettent une exploitation forestière assurant la préservation des valeurs patrimoniales naturelles dans la périphérie du Bien proposé. Un paragraphe particulier devrait être consacré à la « zone enclavée » de Libongo (Cameroun), qui ne fait pas partie de ces concessions forestières mais qui jouxte le PN de Dzanga-Ndoki et la RS de Dzanga-Sangha, sur la rive camerounaise de la Sangha.

La mission considère que l'état de protection du bien **remplit les conditions** énoncées dans les Orientations. La mission recommande toutefois que les Etats parties complètent la zone tampon proposée.

4.2. Limites

Le Bien proposé correspond aux limites exactes de chacun des 3 parcs nationaux rassemblés dans le TNS. Les limites sont en totalité des cours d'eau et des pistes pour le PN de Lobéké, ce qui les rend faciles à gérer. Pour les PN de Nouabalé-Ndoki et de Dzanga-Ndoki, il s'agit parfois de limites administratives (frontières) ou géographiques (parallèles).

La zone tampon proposé correspond à la seule Réserve spéciale de Dzanga-Sangha. Elle doit être complétée par des zones équivalentes autour des 2 autres parcs pour constituer une zone tampon du Bien proposé, le TNS (voir recommandations du 4.1).

La mission considère que les limites du bien proposé **remplissent les conditions** énoncées dans les Orientations. La mission recommande toutefois que les Etats parties proposent une zone tampon concernant l'ensemble du TNS, au-delà de ce qui est proposé pour le PN de Dzanga-Ndoki

4.3. Gestion

Les personnels

Les 3 parcs nationaux ont une équipe de gestion et d'administration formée pour partie de personnels dépendants des Etats partie et de personnels dépendants d'institutions de coopération. Le PN de Lobéké dispose de 26 personnels dont 25 écogardes. L'équipe est complétée par plusieurs techniciens et scientifiques mis à disposition dans le cadre d'un accord de partenariat pour le projet Djengi (WWF, GTZ). Le PN de Dzanga-Ndoki dispose de 59 personnels dont 33 écogardes. L'équipe est complétée par des techniciens et des scientifiques (101 personnes) mis à disposition dans le cadre d'un accord de partenariat pour le Projet Dzanga-Sangha (WWF, GTZ). Le PN de Nouabalé-Ndoki dispose de 18 personnels dont 12 écogardes. L'équipe est complétée par des techniciens et scientifiques (56 personnes) mis à disposition dans le cadre du Programme Congo du WCS. Le TNS dispose en conséquence de près de 300 personnes pour assurer les différentes tâches liées aux activités de chaque parc comme celles communes dans le cadre de l'accord de partenariat TNS.

La mission considère que l'ensemble des parcs constituant le TNS est suffisamment doté en personnels pour assumer ses tâches de conservation, de recherche, de gestion, de développement durable de leurs périphéries et d'accueil du public.

Les budgets

Le budget propre de chaque parc représente en moyenne seulement 10 % du budget global : la part des organisations internationales est donc considérable tout comme celle des entreprises forestières concessionnaires en périphérie des parcs du TNS. Ces dernières assurent en effet des salaires d'écogardes dans le cadre de la lutte anti-braconnage (LAB).

La Fondation TNS met en œuvre depuis 2007 un fonds de capitalisation établi selon la loi britannique. Il a pour objectif de contribuer à une stabilisation des budgets globaux, notamment sur les participations variables des programmes de coopération. Le budget capitalisable est estimé à environ 12M€ dont 3,3M€ par WWF Allemagne, 5M€ par la KfW et 3M€ par l'AFD, auxquels s'ajoutent des contributions nationales (recettes acquises en 2009 : 7M€). Ce budget est structuré selon quatre guichets : un pour chaque parc et un transfrontalier. Le conseil d'administration (CA) décide des placements et des utilisations du budget. Le CA est composé de représentants des 3 Etats parties, du WCS, du WWF, de la Rainforest Foundation, de la KfW, de la Banque allemande pour la Reconstruction, de l'AFD et de 3 administrateurs non fonctionnaires des 3 Etats parties.

La mission considère que la situation financière actuelle du TNS est capable d'assurer un fonctionnement correct du Bien proposé. La Fondation TNS constitue un élément favorable au maintien d'un niveau suffisant et surtout au financement d'actions communes aux 3 parcs dans le cadre du TNS.

Plans de gestion

Chaque parc national dispose d'un plan de gestion. Ces plans de gestion, d'une durée de 5 ans, suivent le même canevas pour les 3 parcs. Le PN de Lobéké a mis en place un plan de gestion en 2006 : « Plan d'aménagement et de gestion du PN et de sa zone périphérique, 2006-2010 ». Le PN de Dzanga-Ndoki a mis en place un plan de gestion révisé en 2009 : « Plan d'aménagement et de gestion du complexe d'Aires protégées de Dzanga-Sangha, 2006-2010 ». Le PN de Nouabalé-Ndoki a mis en œuvre un plan de gestion en 2003 : « Plan d'aménagement, 2003-2007 ». Ces plans vont être révisés conjointement.

Un plan d'aménagement pour l'ensemble du TNS a été rédigé en 2008: il devrait être signé d'ici fin 2010-début 2011. Il comporte deux parties : un état d'occupation des terres et des orientations générales d'aménagement.

La mission considère que les 3 parcs sont dotés des outils nécessaires à leur bon fonctionnement mais que ces plans devraient être rapidement révisés et validés. La mission recommande que les 3 parcs profitent de cette situation pour harmoniser le point de départ des 3 plans de gestion. Enfin, la mission souligne l'importance de la mise en œuvre, dès 2011, des objectifs et directives contenues dans le document d'orientations générales d'aménagement du TNS.

Fonctionnement du TNS

Le Trinational de la Sangha dispose d'un système de fonctionnement qui permet de coordonner les actions, que ce soit dans le domaine de la recherche, de la conservation ou de la lutte anti-braconnage. Ce système repose sur l'organisation suivante:

- un CTSA (Comité Tri-national de Suivi et d'Action); il s'agit des réunions tenues par les Ministres des 3 Etats parties (première réunion en novembre 2010),
- un CTS (Comité Tri-national de Suivi); il s'agit des réunions tenues par les Préfets concernés (2 CTS tenus),
- un CST (Comité scientifique); il ne s'est pas réuni jusqu'à présent,
- CTPE (Comité Tri-national de Planification et d'Exécution); 19 rencontres déjà tenues,
- les réunions régulières des conservateurs (16 rencontres tenues).

La mission considère que l'organisation mise en place a déjà démontré son intérêt et son efficacité. La mission recommande que le comité scientifique soit mis en place dès 2011 afin que les recherches et notamment celles ayant un lien direct avec la gestion, permettent d'engager des actions à l'échelle du TNS.

Mesures concernant les populations riveraines

Les 3 parcs mènent, avec l'appui des institutions de coopération internationale, des politiques importantes de soutien socio-économique des populations riveraines. Des structures aussi vitales que des écoles, des dispensaires ou des puits ont réalisées avec les moyens à disposition des 3 parcs. Des actions d'alphabétisation sont mises en œuvre, notamment au profit des populations BaAkas. Les agriculteurs ont bénéficié d'aides pour du matériel aratoire ou l'achat de semences sélectionnées. Le TNS bénéficie d'un appui financier aux ménages par l'intermédiaire du programme "Livelihoods and Landscape Strategy" (LLS) de l'UICN.

Les activités traditionnelles des populations autochtones (BaAkas) sont prises en compte dans la politique des 3 parcs du TNS. Des zones de chasse communautaire existent, soit dans les limites d'un des parcs du TNS (Lobéké), soit dans la zone tampon du TNS (Réserve spéciale de Dzanga-Sangha), soit dans les concessions forestières de la périphérie des parcs (UFA). Les pratiques traditionnelles de cueillette pour les besoins familiaux sont autorisées dans la Réserve spéciale de Dzanga-Sangha.

Des mécanismes de collecte de diverses sources de revenus (tourisme, exploitation forestière) sont mis en place dans l'ensemble du TNS afin d'alimenter des fonds d'éco-développement. Des résultats probants ont été générés (éducation, santé...) mais les impacts de ces actions sur l'amélioration des conditions de vie des populations et leurs impacts sur la conservation de la biodiversité sont toujours sujets à débats. Des problèmes de gouvernance (détournements...) mettent parfois à mal la pleine efficacité de ces actions.

La mission considère que le TNS dispose d'un ensemble de moyens et d'actions qui permettent de répondre à certains besoins des populations riveraines. Toutefois, la mission recommande que les Etats parties fournissent des compléments d'informations sur l'ensemble des actions entreprises au bénéfice des populations locales, sur les impacts présumés et attendus de ces actions, en particulier concernant la diminution des pressions sur le Bien proposé, ainsi que sur les mesures prévues pour en améliorer l'efficacité.

Accueil des visiteurs

Le TNS dispose de plusieurs lieux d'accueil pour recevoir le public (Mambélé pour le PN de Lobéké, Doli Lodge et d'un lieu géré par un propriétaire privé, le Sangha Lodge, pour le PN de Dzanga-Ndoki, Bomassa et Mbéli pour le PN de Nouabalé-Ndoki). Les 3 parcs sont dotés d'équipements d'observation de la faune dans les principales clairières (Sangha Baï, PND; Mbéli Baï, PNNN; Bolo Baï, PNL...). Un personnel important se consacre aux actions d'accueil et de découverte: accompagnement des visiteurs, rédaction de fiches...

Le Programme d'Habitude des Primates (essentiellement des gorilles pour le moment) mené par le PN de Dzanga-Ndoki est un succès: cette démarche a été étendue au PN de Nouabalé-Ndoki et est en cours d'extension sur l'ensemble du TNS. La fréquentation reste encore modeste mais les revenus de cet écotourisme sont importants et devraient se développer (tarifs en cours d'augmentation pour un réajustement par rapport aux sites comparables de l'Afrique des grands lacs). L'implication nécessaire des guides BaAkas dans ces activités est un point fort pour associer les populations riveraines à la politique du TNS.

La mission considère que l'accueil du public est organisé dans des conditions suffisantes à la fois d'hébergement, d'encadrement et de pédagogie. La mission recommande toutefois de mettre en œuvre dès que possible un plan d'action éco-touristique à l'échelle du TNS, qui permette le

développement de produits et de circuits reposant sur les valeurs patrimoniales de l'ensemble du territoire.

La mission considère que la gestion du bien proposé **remplit les conditions** énoncées dans les Orientations. La mission recommande que les 3 Etats partie mettent en œuvre les nouveaux plans de gestion de chaque parc accompagnés d'un plan cadre pour le TNS. La mission recommande aussi qu'un plan d'action d'éco-tourisme soit préparé pour le TNS.

4.4. Menaces

Feux

La mission n'a pas constaté d'impact de feux sur le Bien proposé ni eu connaissance d'incendies ayant eu lieu depuis la création des 3 parcs. Il n'existe pas de charbonnière pour le charbon de bois, dans ou en périphérie des parcs. La seule pratique de mise à feu relevée au cours de la mission est celle qui concerne une savane située dans la Réserve spéciale de Dzanga-Sangha (zone tampon du Bien proposé) : elle est en relation avec des pratiques de chasse.

La mission recommande que cette pratique de mise à feu soit contrôlée afin de l'adapter aux besoins d'un projet de tourisme de vision et pour éviter que le feu ne puisse accidentellement atteindre le pré-parc ou le parc lui-même.

Agriculture

La mission n'a pas constaté de pratiques agricoles dans le TNS. L'agriculture et l'élevage sont présents dans les terroirs villageois riverains des 3 parcs. Les destructions de récoltes dues aux animaux provenant des zones centrales des 3 parcs du TNS (principalement éléphants et gorilles) font partie des points délicats des relations entre les populations riveraines et les équipes du TNS.

La mission recommande que la question des déprédations animales sur les cultures soit abordée de manière prioritaire, suite aux tentatives d'atténuation amorcées, au moyen de réunions d'explication et de concertation destinées à identifier avec les populations riveraines des mesures diminuant ou supprimant les dégâts, voire à mettre en œuvre des mesures compensatoires.

Activités minières

L'exploitation artisanale de diamants se développe dans la partie nord de la Réserve spéciale de Dzanga-Sangha (zone tampon du Bien proposé) bien que le règlement l'interdise. Le site le plus proche se situe à environ 5 km de la limite du secteur nord du PN de Dzanga-Ndoki. Aucune exploitation minière ne touche la zone centrale de ce parc. Aucune activité minière artisanale ou industrielle n'existe sur l'ensemble du TNS (la réglementation des 3 parcs interdit cette activité). Les gestionnaires de la RS Dzanga-Sangha et du PN Dzanga-Ndoki ont entamé des discussions avec les chefs de terre contrôlant les zones minières à l'extérieur de la réserve, afin d'envisager avec eux les voies et moyens de mise en place d'un contrôle de cette activité minière.

La mission recommande que les Etats partie considèrent avec une grande attention le développement de ces activités minières illégales, prennent les mesures nécessaires pour éliminer ces sites et empêcher l'ouverture de nouveaux sites dans le Bien proposé et sa zone tampon. La mission encourage les Etats parties à développer des actions d'information et de prévention auprès des populations de la RS Dzanga-Sangha et de sa périphérie afin de réguler cette activité le plus en amont possible.

Exploitation forestière (voir carte en annexe)

La mission n'a pas constaté ou été informée d'exploitation forestière illégale dans le TNS. Les forêts denses humides contenues dans le TNS sont intactes sur 70% de leurs surfaces. Le TNS, dans les 3 Etats parties, est entouré de concessions forestières légales (UFA) qui sont confiées à des sociétés d'exploitation (ALPICAM, CIB...) sur la base de contrats d'une durée de 15 ans ou plus renouvelable. Seules les concessions situées dans la Réserve spéciale de Dzanga-Sangha ne sont pas encore attribuées. Les plans d'aménagement définissent une rotation des aires exploitées (assiettes de coupe) sur 30 ans.

Près de 80% du territoire contigu au TNS correspond à des concessions forestières qui ont adopté un plan de gestion et d'aménagement compatible avec la politique de conservation des parcs (séries de protection et de conservation, bande d'au moins 500 mètres non exploitée en bordure des parcs, chasse interdite pour les personnels de la concession...). Les concessions sont certifiées pour 40% d'entre elles tandis que 20% sont en attente de certification.

La mission considère que l'exploitation forestière ne menace pas le Bien proposé. La mission recommande que les concessions forestières autour des 3 parcs soient considérées comme le territoire de la zone tampon que les Etats parties pourraient déclarer (cf.4.2). La mission recommande aussi que les concessions forestières non encore attribuées en RCA le soient en concertation avec les autorités du parc et de la réserve spéciale, et que les concessions soient assorties de cahiers des charges particuliers tenant compte de la proximité des deux aires protégées.

Epidémies

Le virus ébola n'a pour le moment touché aucun des parcs du TNS. Le foyer le plus proche se trouverait à environ 200 km du TNS.

La mission recommande toutefois de rester très attentifs et notamment de renforcer les règles d'hygiène concernant les visites de gorilles habitués.

Chasse (voir carte)

Afin de minimiser la pression de chasse, de maintenir les droits de chasse traditionnels des BaAkas et de développer des ressources financières, le TNS a mis en œuvre une série d'actions avec les populations riveraines. Des territoires de chasse communautaire existent autour du TNS (hors limites du Bien proposé). Ils permettent de répondre aux besoins en viande de brousse de ces populations. Des territoires de chasse-safari existent autour du TNS (hors limites du Bien proposé). Ils sont gérés au Cameroun par des Comité de Valorisation des Ressources Fauniques (COVAREF). Ces comités locaux perçoivent des taxes dues par les concessionnaires de chasse-safari : 50% des taxes retournent à l'Etat, 40% va aux communes et 10% aux communautés. D'une manière générale, dans l'ensemble du TNS, des mécanismes de redistributions d'une partie des revenus du tourisme et d'autres activités (dont l'exploitation forestière industrielle) ont été mis en place afin d'alimenter des fonds de développement locaux, et de fournir des revenus alternatifs à la chasse. Les sommes ainsi collectées permettent de construire des dispensaires, des écoles, de mettre en place des étangs piscicoles...

La pression de chasse a tendance à augmenter en fonction des arrivées de migrants attirés par le travail dans les concessions forestières. La récession économique actuelle renforce encore cette pression car certaines scieries ont fermé (au moins provisoirement), ce qui, d'une part, rend inactive une partie de la population, d'autre part, pousse certains à rechercher une nourriture gratuite fournie par la chasse.

La mission considère que la pression de chasse est modérée par les différentes mesures prises en faveur des populations riveraines. La mission souligne l'intérêt d'une organisation permettant des retombées financières locales provenant des safaris de chasse. La mission s'inquiète toutefois de l'augmentation de la pression de chasse et de la tendance à passer d'une chasse de subsistance à

une chasse de commercialisation. La mission recommande que les moyens en formation des populations riveraines et des comités locaux de chasse soient renforcés pour améliorer les prises de conscience et la gestion des zones de chasse. La mission recommande aussi que la concession forestière en périphérie nord du PN de Nouabalé-Ndoki (Mokabi) établisse un partenariat actif avec le PROGEPP, permettant de contrôler la circulation et le braconnage dans la concession, comme c'est le cas pour les autres concessions congolaises.

Braconnage (voir graphiques en annexe)

Le braconnage est certainement la menace la plus importante concernant le TNS. Le braconnage des éléphants essentiellement pour l'ivoire reste une préoccupation, même si une stabilisation s'amorce grâce à l'effort de lutte anti-braconnage. L'organisation de la lutte anti-braconnage est un cas exemplaire de coopération transfrontalière. Au-delà des patrouilles organisées par chacun des 3 parcs, le TNS organise des patrouilles bi-nationales ou tri-nationales. Une unité de lutte anti-braconnage tri-nationale vient d'être créée. Son quartier général est situé à Nyangouté, sur la Sangha : les bâtiments sont en construction avec l'apport financier de la Fondation TNS.

La mission considère que le braconnage reste la préoccupation majeure pour le TNS. La mission souligne toutefois l'importance des efforts déployés par chaque parc mais surtout la force qui va résulter de la création de la brigade tri-nationale de lutte anti-braconnage.

La mission considère que le bien proposé **remplit les conditions d'intégrité** énoncées dans les Orientations. La mission recommande des actions de formation des populations riveraines pour un meilleur contrôle de la chasse communautaire.

5. AUTRES COMMENTAIRES

5.1. Commentaires de l'ICOMOS sur les valeurs culturelles

6. APPLICATIONS DES CRITERES

L'inscription du Trinational de la Sangha est proposée au titre de trois des quatre critères *naturels*.

Critère (vii) Phénomènes naturels exceptionnels ou beauté naturelle et importance esthétique

Le dossier de candidature justifie l'application du critère vii pour l'inscription du TNS sur la liste du patrimoine mondial en mettant en avant la clairière de Dzanga. Le site est effectivement très attractif par la présence, dans un espace réduit, de nombreux éléphants de forêt, de buffles de forêt, de sitatungas, d'hylochères... La possibilité de voir facilement un grand nombre (40-100) d'éléphants de forêt est une opportunité procurée par le phénomène de clairière mais il devrait être rapporté à la notion plus générale de cohabitation de milieux fermés (la forêt dense humide tropicale) qui laissent peu de perspectives sur les paysages et ces milieux ouverts de clairière.

Le TNS est un ensemble comportant de nombreuses clairières très différenciées en termes de végétation, de paysages et de présence animale (voir carte en annexe). Le dossier devrait argumenter sur ce contraste extraordinaire entre forêt dense où la faune se devine difficilement et ces milieux ouverts divers où elle se laisse enfin découvrir.

La mission considère que le critère vii n'est pas pleinement justifié et mériterait une argumentation révisée sur les valeurs esthétiques et les phénomènes naturels (en quoi la clairière de Dzanga présente-t-elle un phénomène naturel exceptionnel ?).

La mission considère que le bien proposé ne remplit pas ce critère. La mission recommande toutefois que les Etats parties puissent ajouter un argumentaire dans une note complémentaire afin de démontrer la valeur des clairières au regard des forêts denses.

Critère (ix) : Processus écologiques

Le dossier de candidature met l'accent sur le fait que le TNS constitue un site représentatif de deux parmi les « 200 Ecosystèmes prioritaires » définis par le WWF, bien que cette argumentation concerne plutôt le critère x. Il souligne toutefois que le TNS renferme de vastes superficies de forêts denses humides tropicales quasiment intactes, hébergeant une faune complète, abondante et variée, y compris parmi les grands mammifères les plus souvent soumis aux pressions humaines (éléphants, gorilles...). Ces écosystèmes fonctionnellement intacts permettent la perpétuation des processus écologiques et évolutifs en jeu dans ces écosystèmes forestiers, les plus riches parmi les écosystèmes terrestres.

Toutefois, la présence d'un réseau extensif de clairières marécageuses et de salines permet l'expression de phénomènes écologiques et d'interactions sociales entre individus – au sein des espèces animales et entre ces espèces –, qui ne seraient pas possibles sans cela. Le dossier n'explicite malgré tout pas assez l'originalité de ces processus écologiques et évolutifs, d'un intérêt particulier tant pour la science et la conservation que pour l'éducation et le tourisme.

La mission considère que le critère ix est adapté à la candidature mais qu'il n'est pas suffisamment justifié. Il mériterait une argumentation complétée, mettant mieux en évidence la typologie fonctionnelle des clairières marécageuses (diversité floristique, y compris les lisières ; diversité de fréquentation faunique) ainsi que leur importance écologique pour les espèces animales (socialisation, flux de gènes...). L'un des éléments les plus importants du dossier concerne cet ensemble de clairières marécageuses et pas seulement la clairière de Dzanga : des éléments sur l'unité fonctionnelle de ce vaste réseau (pour les éléphants, par exemple) et son importance dans la « matrice forestière » sont nécessaires. Des précisions sont aussi nécessaires concernant l'importance du réseau hydrographique et, en particulier, de la rivière Sangha dans les processus de différenciation des espèces animales de part et d'autre de la rivière (isolement et effet barrière, évolution divergente sur les deux rives). Une présentation plus détaillée du contexte géomorphologique et du réseau hydrographique serait utile afin de replacer la rivière principale et les clairières marécageuses dans ce cadre environnemental. De plus, de nombreuses autres clairières marécageuses existent autour du TNS, justifiant la nécessité d'une vaste zone tampon.

La mission considère que le Bien proposé remplit ce critère, bien que l'argumentaire développé actuellement dans le dossier soit encore insuffisant. La mission recommande que les Etats parties puissent ajouter un argumentaire plus fourni dans une note complémentaire, afin de mieux démontrer l'importance de la rivière Sangha et des clairières marécageuses dans les processus écologiques et évolutifs à l'œuvre sur l'ensemble du TNS.

Critère (x) : Biodiversité et espèces menacées

Les travaux scientifiques réalisés dans le TNS, en particulier sur la grande faune charismatique, ont produit des résultats originaux qui sont d'une importance capitale pour la connaissance de la faune des forêts denses humides du bassin du Congo.

Le dossier justifie l'inscription du Bien au titre du critère x par l'existence d'écosystèmes intacts renfermant toute la diversité classique des forêts denses humides tropicales africaines, en insistant sur le fait que les espèces animales y sont abondantes et conservées efficacement. Le TNS présente une grande diversité d'habitats, avec diverses zones humides, forestières et herbacées, des forêts de terre ferme monodominantes et hétérogènes, intouchées et secondarisées. Cette mosaïque d'habitats

renferme un nombre conséquent d'espèces menacées, dont des espèces animales d'une importance particulière, tant pour la science que pour la conservation ou le tourisme (éléphant, gorille, chimpanzé...), et des espèces végétales soumises à forte pression d'exploitation (en particulier plusieurs espèces exploitées pour leur bois). Toutefois, la justification de l'importance du Bien proposé pour la conservation de ces espèces est insuffisamment argumentée.

La mission considère que le critère x est adapté à la candidature mais que ce critère n'est pas pleinement justifié. Des chiffres concernant la taille des populations de certaines espèces sont spécifiés dans le dossier mais l'importance du TNS dans la conservation de ces espèces n'est pas précisée. Il serait souhaitable que l'argumentation soit complétée par des précisions sur l'importance des populations du TNS dans la conservation de diverses espèces, aussi bien pour la flore (afromosia, sapelli...) que pour la faune (éléphant, gorille de plaine, hippopotame, bouscarle du Dja, rouge gorge de la Sangha...).

La mission considère que le Bien proposé remplit ce critère, bien que l'argumentaire développé actuellement dans le dossier soit encore insuffisamment développé. La mission recommande que les Etats parties puissent ajouter un argumentaire plus fourni dans une note complémentaire afin de mieux démontrer l'importance du TNS dans la conservation de la biodiversité.

7. RECOMMANDATIONS

La mission considère que la candidature du Trinational de la Sangha sur la liste du patrimoine mondial au titre des critères vii, ix et x comporte des arguments convaincants en vue d'une inscription mais aussi des imprécisions et des insuffisances. La mission recommande donc que le Bien proposé soit renvoyé aux Etats parties.

La mission considère toutefois que la grande majorité des questions soulevées dans l'analyse du dossier et lors de la mission d'évaluation comportent des réponses à disposition immédiate des Etats parties.

La mission émet donc les recommandations suivantes, en suggérant que les Etats parties puissent faire parvenir au Centre du Patrimoine mondial de l'Unesco une note complémentaire en réponse aux recommandations émises dans le rapport de mission d'évaluation.

Recommandation 1 : La mission relève que la description du site, telle que fournie dans le dossier de candidature, constitue une bonne base d'appréciation mais qu'elle devrait être complétée et précisée au vu de nouvelles connaissances acquises. La mission recommande que les Etats parties complètent l'argumentation sur l'intérêt mondial de certaines des caractéristiques naturelles du TNS.

Recommandation 2 : La mission recommande qu'un argumentaire mettant mieux en évidence l'originalité de cet assemblage unique de clairières marécageuses en plein domaine des forêts denses humides tropicales, ainsi que les procédures de gestion et mécanismes de financement mis en place pour leur sauvegarde, soit préparé (ceci en regard des critères vii et ix).

Recommandation 3 : La mission recommande que les Etats parties complètent la comparaison avec les sites de la liste indicative du Gabon ainsi que la comparaison des réseaux de clairières marécageuses relativement à l'ensemble des sites existants ou présents sur les listes indicatives. Une comparaison entre le TNS et les autres sites serait utile, concernant les activités de gestion et les procédures de financement mises en place pour la sauvegarde des sites.

Recommandation 4 : La mission recommande que les Etats parties proposent une zone tampon incluant la Réserve de Dzanga-Sangha, en y ajoutant les Unités Forestières d'Aménagement qui existent le long des limites des parcs nationaux de Lobéké et de Nouabalé-Ndoki.

Recommandation 5 : La mission recommande que les 3 parcs harmonisent le point de départ des 3 plans de gestion. La mission recommande aussi la mise en œuvre, dès 2011, des objectifs et directives contenues dans le document d'orientations générales d'aménagement du TNS.

Recommandation 6 : La mission recommande que les Etats parties fournissent des compléments d'informations sur l'ensemble des actions entreprises au bénéfice des populations locales, sur les impacts présumés et attendus de ces actions (en particulier concernant la diminution des pressions sur le Bien proposé), ainsi que sur les mesures prévues pour en améliorer l'efficacité.

Recommandation 7 : La mission recommande qu'un plan d'action éco-tourisme soit préparé pour l'ensemble du TNS.

Recommandation 8 : La mission recommande que la pratique de mise à feu dans les savanes de la Réserve spéciale Dzanga-Sangha soit contrôlée afin de l'adapter aux besoins d'un projet de tourisme de vision et pour éviter que le feu ne puisse accidentellement atteindre le pré-parc ou le parc lui-même.

Recommandation 9 : La mission recommande que la question des déprédations animales sur les cultures soit abordée de manière prioritaire, au moyen de réunions d'explication et de concertation destinées à identifier avec les populations riveraines des mesures diminuant ou supprimant les dégâts, voire à mettre en œuvre des mesures compensatoires.

Recommandation 10 : La mission recommande que les Etats partie considèrent avec une grande attention le développement des activités minières illégales en périphérie proche des parcs et qu'ils prennent les mesures nécessaires pour éliminer ces sites et empêcher l'ouverture de nouveaux sites dans le Bien proposé et sa zone tampon. La mission encourage les Etats parties à développer des actions d'information et de prévention auprès des populations de la RS Dzanga-Sangha et de sa périphérie afin de réguler cette activité le plus en amont possible.

Recommandation 11 : La mission recommande que les concessions forestières non encore attribuées en RCA le soient en concertation avec les autorités du parc et de la réserve spéciale, et que les concessions soient assorties de cahiers des charges particuliers tenant compte de la proximité des deux aires protégées.

Recommandation 12 : La mission recommande de rester très attentifs aux risques de développement du virus ébola et notamment de renforcer les règles d'hygiène concernant les visites de gorilles habitués.

Recommandation 13 : La mission recommande que les moyens en formation des populations riveraines et des comités locaux de chasse soient renforcés pour améliorer les prises de conscience et la gestion des zones de chasse.

Recommandation 14 : La mission recommande que la concession forestière en périphérie nord du PN de Nouabalé-Ndoki (Mokabi) établisse un partenariat actif avec le PROGEPP, permettant de contrôler la circulation et le braconnage dans la concession, comme c'est le cas pour les autres concessions congolaises.

Recommandation 15 : La mission, concernant le critère vii, recommande de développer un véritable argumentaire sur les valeurs esthétiques du Bien proposé, notamment sur l'émotion ressentie par le passage des milieux de forêt dense aux milieux ouverts, sur la découverte de la faune forestière (éléphants, buffles, gorilles...) qui sont difficiles à observer en forêt et peuvent être contemplés longuement dans les clairières. Enfin la

diversité paysagère des clairières devrait être mise en exergue comme objets d'une esthétique renouvelée à l'échelle du TNS.

Recommandation 16 : La mission, considérant le critère ix, recommande qu'une argumentation complétée, mettant mieux en évidence la typologie fonctionnelle des clairières marécageuses ainsi que leur importance écologique pour les espèces animales, soit établie. La mission recommande aussi qu'une présentation plus détaillée du contexte géomorphologique et du réseau hydrographique soit fournie afin de replacer la rivière principale (Sangha) et les différentes clairières marécageuses dans leur cadre environnemental.

Recommandation 17 : La mission recommande que l'argumentation du critère x puisse être complétée par des précisions sur l'importance des populations du TNS dans la conservation de diverses espèces, aussi bien pour la flore que pour la faune.

ANNEXES

1. Agenda

- Lundi 01/11:** - voyage Montpellier-Paris-Brazzaville
- réunion avec le représentant de l'Unesco au Congo

Parc national de Nouabalé-Ndoki (République du Congo)

- Mardi 02/11:** - voyage Brazzaville-Ouesso
- visite à l'autorité préfectorale de Ouesso
- voyage Ouesso-Bomassa (PN Nouabalé-Ndoki, Congo)
- réunion de travail avec l'équipe du PN Nouabalé-Ndoki

- Mercredi 03/11:** - visite à l'autorité préfectorale à Bomassa
- visite et discussion avec le chef du village de Bon Coin
- réunion de travail sur le Projet Nouabalé-Ndoki (WCS)
- rencontre avec le responsable du PROGEPP

Parc national de Lobéké (République du Cameroun)

- Jeudi 04/11:** - voyage Bomassa-Djembé
- visite du site d'accueil des visiteurs de Djembé
- voyage Djembé-Mambélé

- Vendredi 05/11:** - réunion de travail avec l'équipe du PN de Lobéké et les sous-préfets concernés
- réunion avec les sous-préfets de Moloundou et Salapoumbé, les représentants des Comités de Valorisation des Ressources fauniques (COVAREF), des Comités villageois de lutte anti-braconnage (COVILAB) et d'un concessionnaire forestier (ALPICAM)

- Samedi 06/11:** - visite du village de Yenga
- réunion avec le chef du village et la population
- réunion de travail avec l'équipe du PN de Lobéké
- voyage Mambélé-Bolo Baï

- Dimanche 07/11:** - visite de Bolo Baï
- voyage Bolo Baï-Mambélé
- voyage Mambélé-Bayanga

République Centrafricaine (Parc national de Dzanga-Sangha)

- Lundi 08/11:** - visite aux autorités préfectorales à Bayanga
- réunion de travail à Bayanga avec les représentants du TNS

- Mardi 09/11:** - visite de Hokou Baï, tracking des gorilles habitués
- visite de Sangha Baï

- Mercredi 10/11:** - visite d'une savane dans la Réserve spéciale du PN Dzanga-Ndoki
- activités traditionnelles avec les BaAkas et discussions au village

République du Congo (Parc national de Nouabalé-Ndoki)

- Jeudi 11/11:** - voyage Bayanga-Bomassa
- voyage Bomassa-Kabo

- visite du site de Nyangouté (futur QG de la brigade tri-nationale de lutte anti-braconnage)
- réunion avec les responsables des concessions forestières CIB (périphérie du PN Nouabalé-Ndoki)

Vendredi 12/11: - voyage Kabo-Ouessou-Brazzaville

Samedi 13/11: - réunion avec le ministre du Développement durable, de l'économie forestière et de l'environnement (Congo)
 - réunion avec le représentant de l'Unesco au Congo
 - voyage Brazzaville-Paris

Dimanche 14/11: - voyage Paris- Montpellier

2. Liste des personnes rencontrées

Brazzaville (Congo)

BOCKANDZA PACO	représentant dir. aires protégées	bockpaco_can@yahoo.fr
DIALLO Abdourahamane	représentant Unesco au Congo	a.diallo@unesco.org
DJOMBO Henri	ministre dév. durable, forêt, environnement	hdjombo@yahoo.fr
LOUMETO Jean-Joël	directeur études & planif. Min.DDEFE	loumeto@hotmail.com
MASSIMBA Claude	directeur faune & aires protégées	massimba.claude@yahoo.fr
NKABI Antoinette	conseillère Faune Min. DDEFE	
NZALA Donatien	directeur général Economie forestière	nzaladon@yahoo.fr

Bomassa (PN de Nouabalé-Ndoki, Congo)

ABEGOUO Rolland	chef du volet tourisme	rollabeg@yahoo.fr
BOKOLO Gaston	président du comité de village de Bon Coin	
BOUNDJA Patrick	coordonnateur recherche WCS	pboundja@wcs.org
BREUER Thomas	CTP WCS	tbreuer@wcs.org
DESMET Olivier	chef service aménagement CIB	olivier.desmet@cibpokola.com
DOS SANTO Domingos	conservateur	benadomingos@yahoo.fr
MAVINGA Franck	chef volet éducation	franckbarrelmavinga@yahoo.fr
MOWAWA Brice	conservateur adjoint	mowawa_bris@yahoo.fr
NDOUNDOU Mireille	chef volet relations communautés	mirhockemba2@yahoo.fr
NISHIHARA Tomo	CTP Nord Congo WCS	tomowcs@gmail.com
PAGET Dominique	CIB	dominique.paget@cibpokola.com
YOYO Etienne	directeur départemental Min. DDEFE	etienneyoyo@yahoo.fr

Mambélé (PN de Lobéké, Cameroun)

ABONO Benjamin	officier de liaison TNS	officierliaison@yahoo.fr
ALOULA Bibiane	présidente Woman Health and Conservation Society (WHCS)	
AMBATA Philippe	vice président COVAREF 2	
BASSANGUEN Théodore	sous préfet Salapoumbé	
CARRE François	chef de site ALPICAM	
DEFO Louis	conseiller gestion WWF	ldefo@wwfcarpo.org
DOVOU Marie	Woman Health and Conservation Society (WHCS)	

EKODECK Albert	assistant parc WWF	hecodeck@wwfcarpo.org
KUITCHENG	sous préfet Moloundou	
MATANGUITI Moïse	secrétaire. général mairie Salapoumbé	
MEFIRE Oumarou	chef unité surveillance PNL	
MIKODJI Valentin	président CODOUMA	
MOHOUNCA Joseph	chef canton Bangando	
MOUNGA ABANA Albert	conservateur	moungajica@hotmail.com
MOZOCK Richard	président COVAREF 3	
MPINE Magloire	adjoint chef brigade	
NGONO Louis	assistant gestion projet WWF	louisgono@yahoo.fr
NYBANGASSI David	délégué ASDEBYM	
NZOOH Zacharie	gestionnaire projet WWF	znzoo@wwf.carpo.org
YA Fidèle Emile	adjoint maire Moloundou	

Bayanga (PN de Dzanga-Sangha, Centrafrique)

BEYA Alain	sous-préfet de Bayanga	
CASSIDY Rod	propriétaire Sangha lodge	rod@silversafaris.com
GOTANEGRE Arnaud	CT conservation WWF	arnaud_gotanegre@hotmail.com
KAMISS Ami	chef volet développement durable	
MADOMI José	expert national RCA	jmadomi@yahoo.fr
NDADDET Christian	conservateur	christndadet@yahoo.fr
SANA Jérémie	chef volet Ecotourisme	
SARNO Louis	ethnomusicologue	
SCHMITT Antoine	CT développement durable	aschmitt@wwfcarpo.org
TENGUERE	chef du village de Babongo	
TODD Angélique	CT tourisme WWF	atodd@wwfcarpo.org

3. Cartes et documents complémentaires

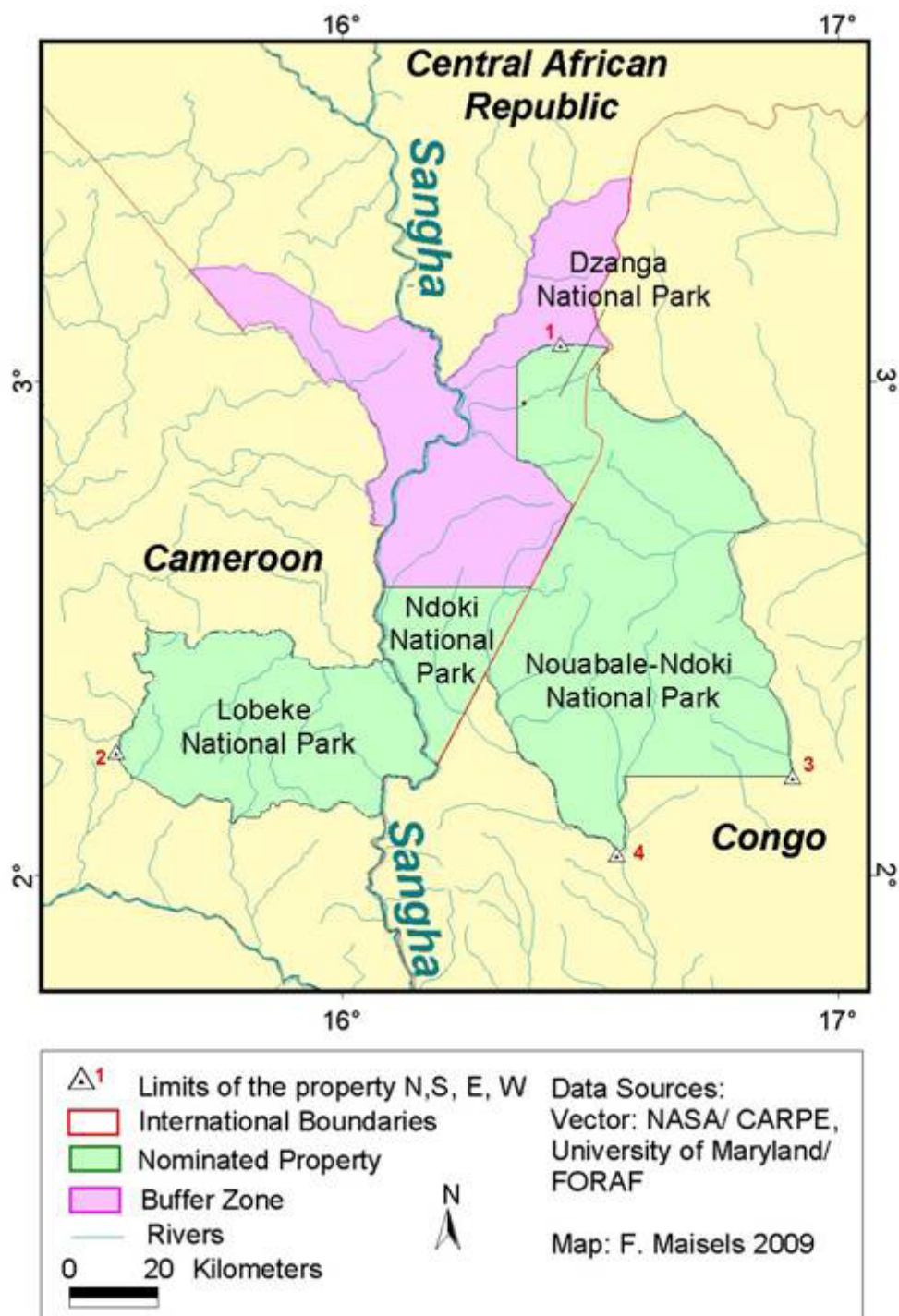


Fig. 1 - Carte des limites du Bien et de sa zone tampon

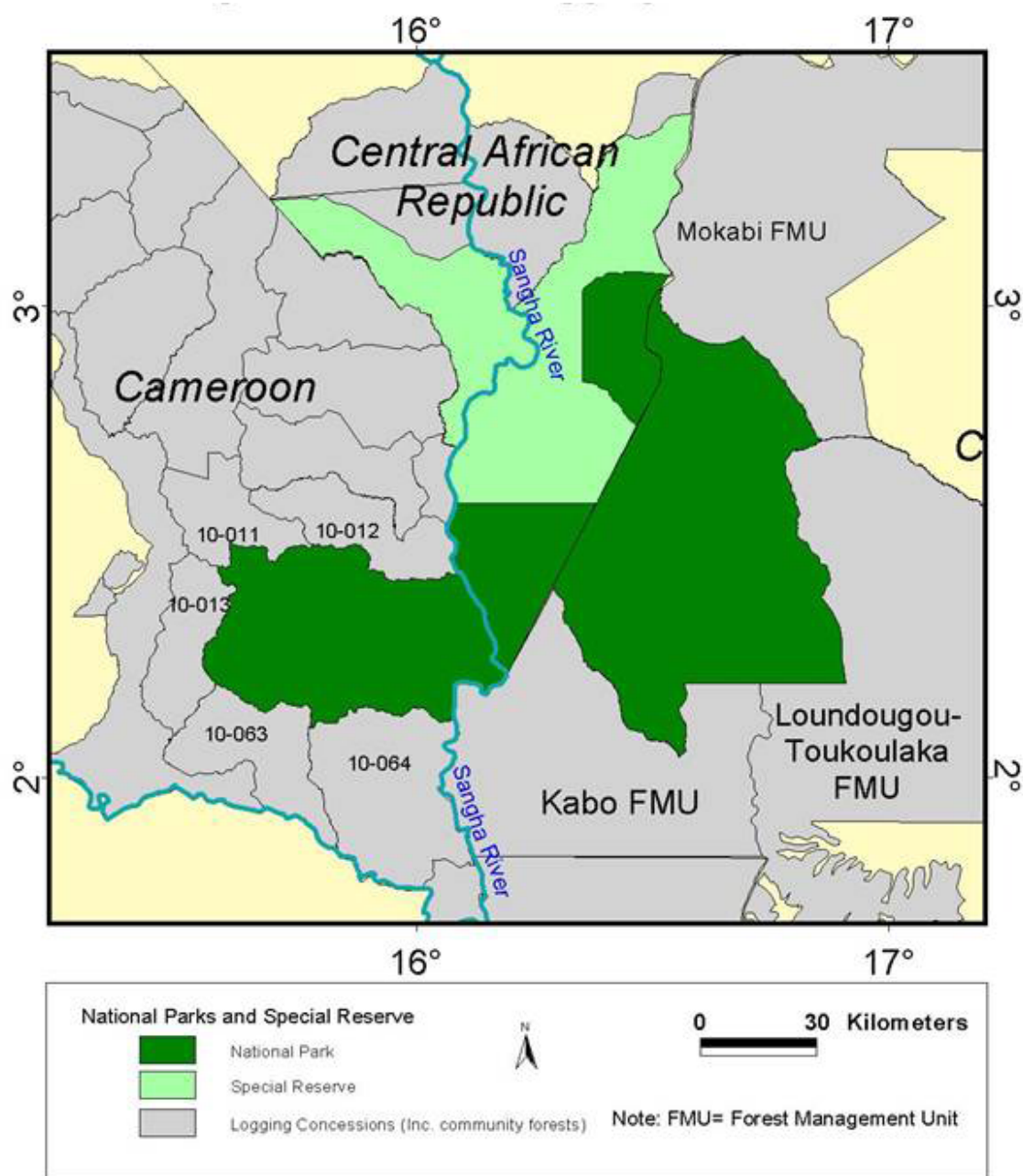


Fig. 2 - Carte des concessions forestières périphériques au Bien proposé

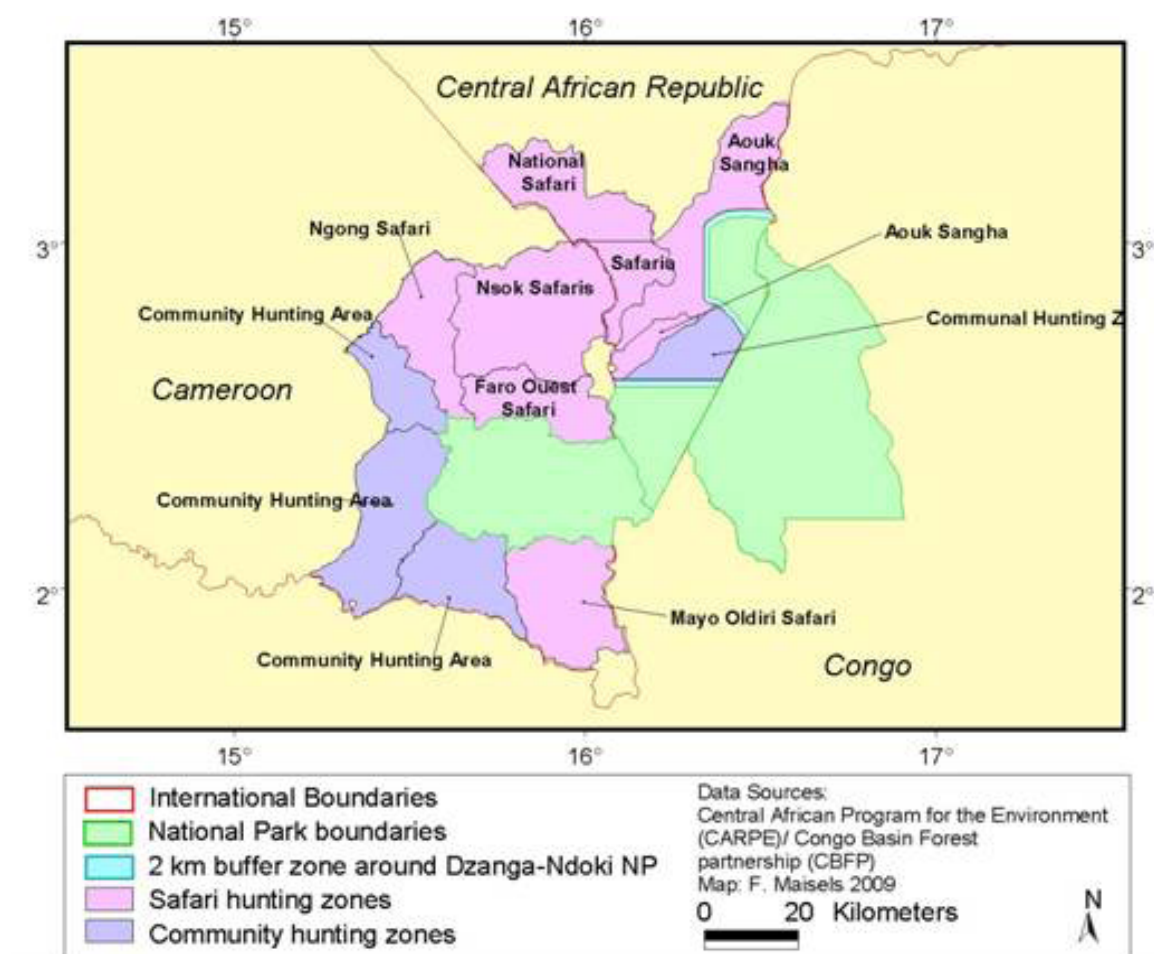
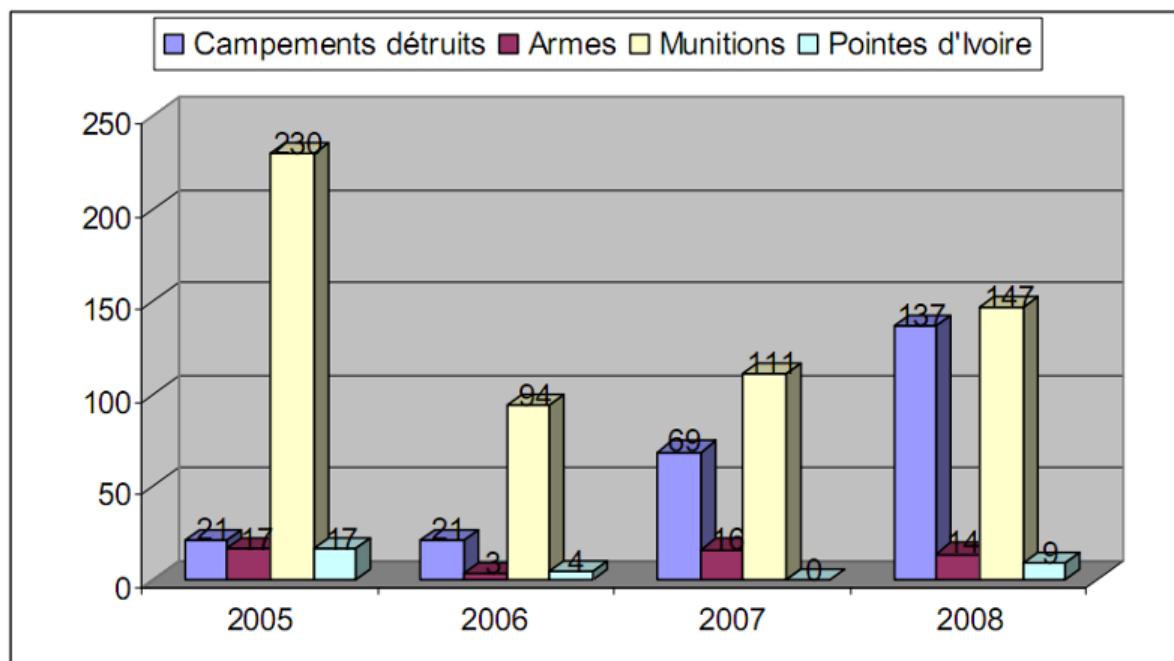
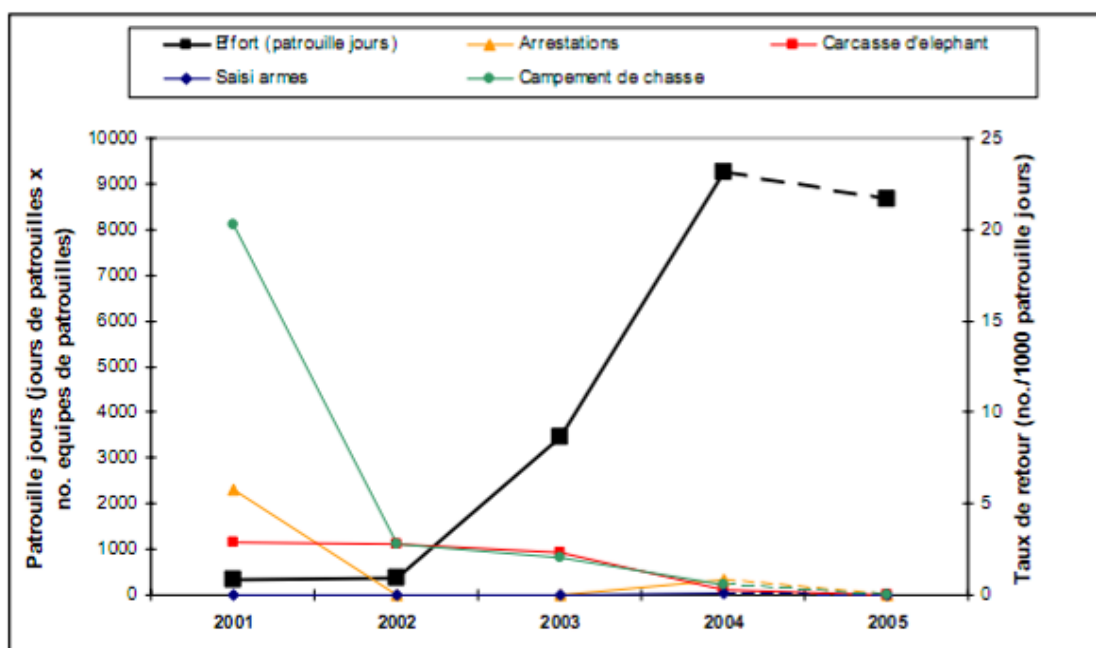


Fig. 3 - Carte des concessions de chasse périphériques au Bien proposé



a) Nombre de campements illégaux détruits, d'armes, de munitions et de pointes d'éléphants saisies d'après les rapports de suivi du braconnage de Lobéké



b) EFFORT DE PATROUILLE ET TAUX DE RETOUR DES PATROUILLES OPEREES DANS LE PARC ENTRE 2001 ET 2005

[L'année record de taux de campements trouvés et arrestations opérés en 2001 correspond au début des activités forestières dans l'UFA Mokabi. L'année 2005 est extrapolée à partir des données Janvier-Juillet].

Fig. 4 - Graphiques d'évolution du braconnage dans le PN de Lobéké (a) et de Nouabalé-Ndoki (b)

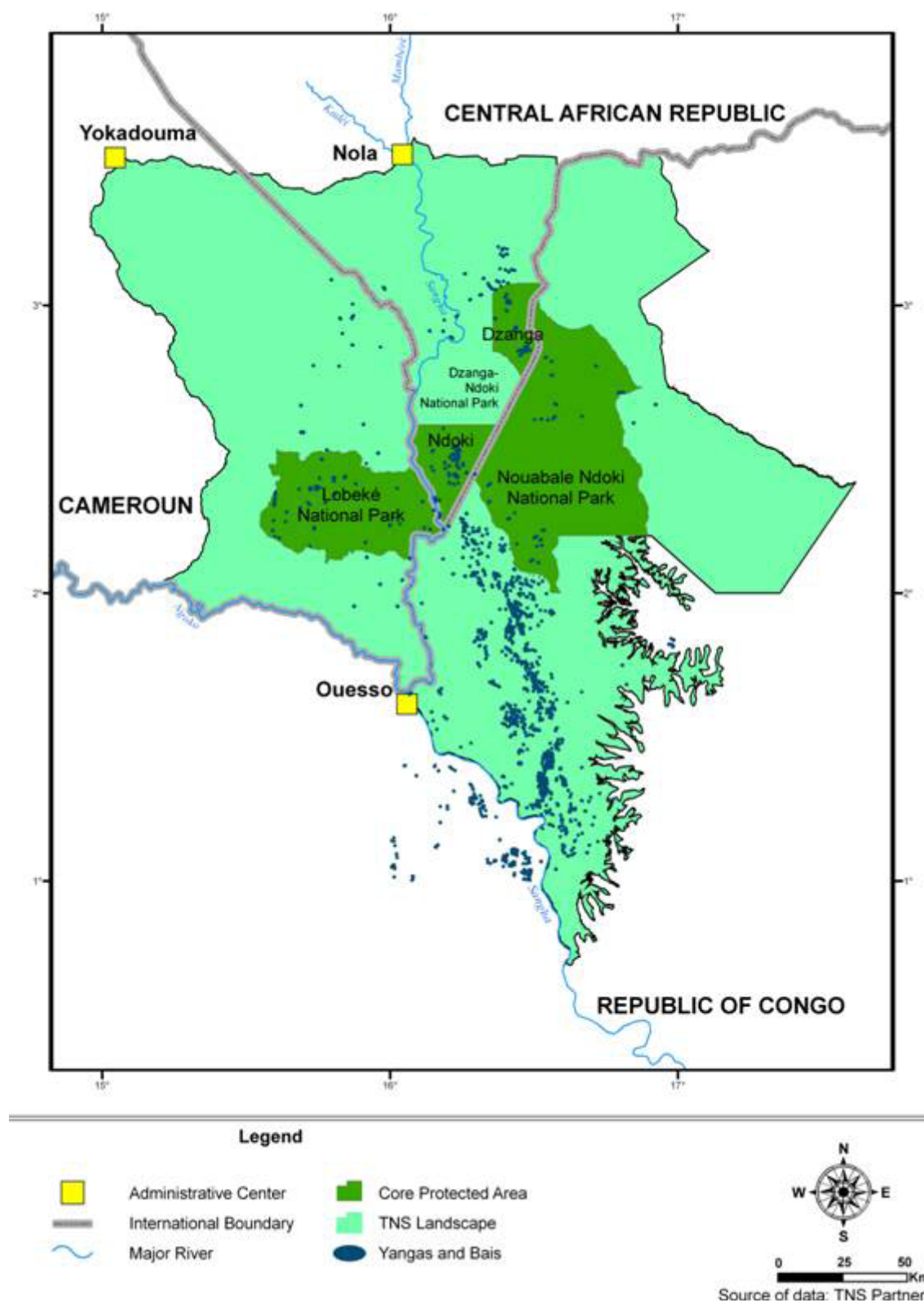


Fig. 5 - Carte de répartition des clairières dans le TNS et sa périphérie



COMITE TRI-NATIONAL DE SUPERVISION ET D'ARBITRAGE (CTSA) DU TRI-NATIONAL DE LA SANGHA

Communiqué conjoint des Ministres

La première session du Comité Tri-national de supervision et d'arbitrage du tri-national de la Sangha (CTSA) s'est tenue à Kinshasa le 10 Novembre 2010 en marge de la sixième session du Conseil des Ministres de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale.

Elle a été précédée, du 08 au 09 Novembre 2010, de la réunion des Experts TNS qui s'est attelé à l'examen des points suivants :

1. Le bilan de la mise en œuvre de l'Accord de Coopération TNS 2000 - 2010;
2. Le Plan d'Affectation des terres dans le TNS ;
3. L'opérationnalisation de la Brigade tri-nationale de lutte contre le braconnage
4. L'inscription du TNS sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO ;
5. L'état d'avancement de la Fondation pour le TNS.

Les trois pays signataires de l'Accord de coopération TNS (Cameroun, Centrafrique, Congo) ont pris part aux travaux du Comité :

Les travaux en plénière ont débuté par un mot introductif du Directeur Exécutif de la Fondation pour le TNS (FTNS) suivi de la présentation du bilan de la mise en œuvre de l'Accord TNS de 2000 à 2010 par un représentant du Comité Tri-national de Planification et d'Exécution (CTPE) et la lecture du Rapport de la réunion des Experts TNS par le Représentant du Secrétariat Permanent de l'OCFSA, Rapporteur du CTSA.

Les Ministres ont formulé séance tenante des remarques d'ordre général sur le fonctionnement des organes du TNS et des observations et directives pour les programmes de la FTNS. Les Ministres se sont retirés pour poursuivre les travaux à huis clos.

Du huis clos des Ministres il ressort les décisions suivantes :

1-S'agissant de la mise en œuvre de l'accord TNS.

Les Ministres se félicitent des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord TNS et saluent les appuis qui ont été apportés par les parties prenantes locales et les partenaires au développement.

Les Ministres ont décidé de prendre des mesures appropriées pour une application effective par toutes les administrations des Accords et Protocoles TNS signés dans le cadre de la coopération tri-nationale.

2-Concernant la mise en place du Comité Scientifique Tri-national (CST), les Ministres ont mandaté le CTPE pour élaborer et leur soumettre un Protocole d'accord pour la mise en place et le fonctionnement du Comité Scientifique Tri-national, organe consultatif du CTSA ;

3- S'agissant de l'opérationnalisation de la brigade tri-nationale de lutte contre le braconnage TNS, les Ministres ont décidé de :

- a- Mettre en place la première équipe composée du Chef de Brigade (à désigner par la RCA) du Chargé des opérations (à désigner par le Congo) ; le Cameroun assurera la présidence du Collectif des conservateurs, conformément aux recommandations du CTPE.
- b- Augmenter les effectifs des écogardes et accroître les ressources financières nécessaires pour le fonctionnement et la conduite des opérations de la BLAB
- c- Doter les équipes de chaque Pays des armes appropriées pour la surveillance ;
- d- Renforcer le rôle des Forces de Maintien de l'Ordre, des magistrats dans l'application des lois et du suivi du contentieux ;
- e- Organiser une campagne coordonnée de ramassage des armes de guerre dans le TNS

4- S'agissant de la Promotion de l'éco-tourisme et la libre circulation du personnel

TNS, Les Ministres ont décidé de :

- a- Instruire les Préfets à travers le Comité Tri-national de Suivi (CTS) de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter la circulation des touristes dans le TNS par l'élimination des frais exigés en marge des taxes reconnues par la réglementation en vigueur et le renforcement de la sécurité et l'application effective des dispositions du protocole relatif à la libre circulation du personnel TNS ;
- b- Instruire le CTPE d'élaborer un plan de développement incluant l'éco-tourisme, les activités alternatives etc.. dans le TNS ;

5. Concernant le Plan d'affectation des terres du TNS, Les Ministres ont adopté la version actuelle du plan d'affectation des terres du TNS, déjà validée aux niveaux national des 3 pays et sous régional comme une base pour les orientations stratégiques de gestion et exhortent tous les intervenants à apporter un appui coordonné à leur mise en œuvre. Par ailleurs, les Ministres ont instruit le CTPE de mener une étude de faisabilité pour l'harmonisation de la conduite de la chasse sportive / safari à l'échelle du paysage TNS.

6- S'agissant du financement durable les Ministres ont renouvelé leur engagement à appuyer les initiatives en vue de la mobilisation des ressources financières pour atteindre l'objectif de capitalisation de la Fondation TNS et instruit le CTPE de mener l'étude de faisabilité pour un projet REDD+ pour le TNS;

7-Concernant la promotion des valeurs naturelles et culturelles du TNS, les Ministres ont pris acte du niveau d'avancement du dossier et mandaté la partie congolaise pour la coordination des actions jusqu'à l'aboutissement du processus d'inscription du TNS comme Site du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

Fait à Kinshasa, le 11 Novembre 2010.

**Pour la République du Cameroun
Le Ministre des Forêts et de la Faune**

Elvis NGOLLE NGOLLE

**Pour la République Centrafricaine
Le Ministre des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche**



Emmanuel BIZOT

**Pour la République du Congo
Le Ministre du Développement Durable,
de l'Economie Forestière et de l'Environnement**



Henri DJOMBO